



Déclaration CGT au CSE extra du 10 juin 2020 sur la mise à disposition des salariés d'Opel

Vous sollicitez l'avis des membres du CSE sur le projet de mise à disposition de salariés détachés de l'usine de Gliwice Opel en Pologne sur le site de Tremery.

Contrairement à vos obligations légales, vous n'avez communiqué aucun document. De plus, dans votre présentation rien ne permet aux membres du CSE de connaître les vraies raisons de ce projet.

Qu'est-ce qui vous pousse à faire déplacer des centaines de salariés d'Opel à 1 200 km de leurs foyers ?

Ces salariés sont-ils réellement volontaires ? A quel taux horaire vont-ils être payés et avec quels montants de frais de déplacements ? Avec quels niveaux de droits sociaux (sécurité sociale, retraite, mutuelle santé,...) ?

Quelles conditions d'hébergement ? Les mesures de déplacement de Pologne en ces temps de crise sanitaire sont-elles respectées ?

Toutes ces questions restent sans réponses pour la simple raison que vous refusez d'avouer que votre projet est la continuité de votre politique qui consiste à mettre en concurrence les salariés les uns contre les autres.

Depuis la crise du COVID vous avez mis au chômage partiel à l'échelle du groupe plus de 8 000 intérimaires et vous refusez de les reprendre. Ils ont pourtant participé pleinement à la fabrication des 3,4 milliards € de bénéfices pour 2019 sans compter les milliards des années précédentes.

Pour tous ces travailleurs intérimaires, comme seul remerciement de votre part c'est d'avoir été jetés au chômage et dans la situation de crise économique de très fortes probabilités de tomber au RSA.

Nous condamnons ces suppressions d'emplois et nous vous demandons de reprendre tous les intérimaires.

Depuis des années, la réalité est que vous avez joué les travailleurs intérimaires contre les CDI de PSA. Vous avez utilisé les travailleurs intérimaires qui ont les plus bas salaires, moins de droits que les CDI pour faire accepter à l'ensemble des salariés de PSA des reculs sur leur salaire et leurs droits collectifs dans le but de faire plus de bénéfice sur le dos de l'ensemble des salariés quel que soit leur statut.

Maintenant, toujours dans votre plus grand intérêt, vous voudriez utiliser les travailleurs polonais contre les intérimaires.

Nous contestons cette politique et nous ne rentrerons pas dans votre jeu. Nous ne tomberons pas dans votre piège qui consiste à nous demander, à nous organisation syndicale de choisir entre les travailleurs intérimaires et les travailleurs polonais.

Pour cette raison, nous ne prendrons pas part à votre consultation qui est pipée.

Notre position est claire et sans ambiguïté. Elle se situe sur le terrain de la défense des intérêts de tous les salariés, quel que soit leur statut, leur nationalité ou leur couleur de peau.

Un des objectifs de ses prêts de salariés à travers la France et l'Europe est d'habituer les salariés qu'ils doivent être des nomades à votre disposition pour satisfaire vos impératifs de production pour ensuite imposer des mobilités géographiques obligatoires.

Nous revendiquons la réembauche des intérimaires. Personne ne doit se retrouver au chômage car un emploi c'est ce qui donne un salaire pour vivre.

Nous revendiquons d'aligner les salaires et les droits sociaux au meilleur niveau quel que soit le pays d'origine du salarié.

Ce sont les salariés qui créent les richesses. Les milliards € de dividende doivent servir à maintenir tous les emplois en répartissant le travail entre tous les salariés sans baisser les salaires.